



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Distr. générale
12 octobre 2015
Français
Original: anglais

Conférence générale

Seizième session

Vienne, 30 novembre-4 décembre 2015

Point 17 de l'ordre du jour provisoire

**Activités de l'ONUDI relatives à l'agribusiness,
au renforcement des capacités commerciales et à la création d'emplois**

Activités de l'ONUDI relatives à l'agribusiness, au renforcement des capacités commerciales et à la création d'emplois

Rapport du Directeur général

Le présent document contient des informations sur un certain nombre d'activités et d'initiatives importantes de l'Organisation dans les domaines de l'agribusiness, du renforcement des capacités commerciales et de la création d'emplois. Il complète les informations données dans le *Rapport annuel de l'ONUDI 2013* (IDB.42/2) et dans le *Rapport annuel de l'ONUDI 2014* (IDB.43/2).


I. Introduction

1. L'ONUDI répond aux besoins de développement industriel de ses États Membres grâce à divers services différenciés et hautement spécialisés qui contribuent à promouvoir l'insertion sociale, la compétitivité économique et la sauvegarde de l'environnement.
2. Ses services en matière d'agribusiness, de renforcement des capacités commerciales et de création d'emplois sont à la pointe de la contribution de l'Organisation à cet égard.

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.

V.15-06764 (F) 151015 161015



Merci de recycler 

II. Exemples de réussites

Programmes d'insertion sociale

3. Investir dans le développement des compétences augmente les revenus des groupes économiquement vulnérables, ce qui réduit la pauvreté. L'ONUDI applique une approche intégrée qui vise l'amélioration du système d'enseignement technique, la réduction du chômage des jeunes, la promotion de l'égalité des sexes, les services liés au développement des entreprises, l'accompagnement des carrières et une sensibilisation accrue à la protection de l'environnement.

4. Au Malawi, l'ONUDI s'est intéressée au problème des faibles niveaux de productivité dans l'agriculture, ainsi qu'à la pauvreté largement répandue dans les zones rurales. Le projet a permis d'introduire plusieurs techniques nouvelles de production et de dispenser une formation aux méthodes agricoles dans 25 villages. À la fin du projet, 11 000 personnes de la communauté avaient reçu une formation et leurs perspectives globales de subsistance s'étaient améliorées.

5. En Iraq, un nouvel établissement d'enseignement professionnel sur le fonctionnement et la maintenance des machines a été créé en coopération avec le constructeur de camions Scania. Il assure la formation de techniciens et d'opérateurs de machines. Au total, 864 personnes ont été formées, 48 % étaient des femmes et le pourcentage d'emploi à plein temps est passé de 8 à 30 %.

6. Le chômage des jeunes est un problème mondial. Les jeunes représentent 17 % de la population mondiale et plus de 40 % des chômeurs dans le monde. Les jeunes, et surtout les femmes, continuent d'être touchés de façon disproportionnée par le chômage, avec un taux moyen de 13 % en 2014, contre 4,5 % pour la population adulte, ce qui correspond à environ 74 millions de jeunes. L'ONUDI a contribué à ouvrir des possibilités d'emploi pour les jeunes en appuyant la création et l'expansion de micro-, petites et moyennes entreprises dans plus de 15 pays.

7. En Tunisie, par exemple, l'ONUDI, avec l'appui du Gouvernement italien, de Hewlett Packard et de l'Agency for International Development des États-Unis, a favorisé l'emploi des jeunes par le développement de l'entreprenariat et des entreprises depuis 2013. Cet effort a notamment consisté à renforcer les connaissances et la capacité opérationnelle des organismes locaux de soutien aux entreprises et à apporter un soutien direct aux entrepreneurs et aux entreprises sous forme d'assistance technique, de formation et d'accompagnement commercial. En juin 2015, 577 emplois avaient ainsi été créés et 1 165 autres devaient l'être d'ici à décembre 2015.

8. En Arménie, avec l'appui du Gouvernement autrichien, le projet "Travail productif pour les jeunes" réussit à démontrer que les jeunes sont dignes de confiance et capables de tirer parti de prêts pour créer des entreprises rentables, en appuyant la création d'entreprises dirigées par des jeunes et leur expansion grâce à des services financiers et autres. Un fonds de roulement créé par le Gouvernement arménien avec l'ONUDI permet à de jeunes entrepreneurs d'avoir accès à des prêts et de bénéficier d'un accompagnement poussé, de services commerciaux et d'une assistance technique. En juillet 2015, l'évaluation à mi-parcours a confirmé la réussite du projet en termes de très forte demande locale pour les services du projet, de dépassement des objectifs pour ce qui est du nombre de personnes formées (de

plus de 136 %) et de prêts accordés (de plus de 260 %), ainsi que de contribution au changement systématique et d'effet d'entraînement par suite du fort engagement national en ce qui concerne l'institutionnalisation, la réplication et la généralisation de l'approche du projet.

9. En Éthiopie, l'ONUDI coopère avec le groupe Volvo avec l'appui du Gouvernement suédois et a établi un centre d'instruction pour la maintenance des équipements lourds et des véhicules commerciaux. Le modèle de partenariat entre secteur public et secteur privé (PPP) sera appliqué à plus de 15 écoles pour transformer des écoles professionnelles publiques en écoles professionnelles efficaces ayant des programmes d'enseignement élaborés en fonction de la demande.

Programmes concernant la compétitivité économique

10. Une grande partie de l'effort en matière de facilitation du commerce étant consacrée à l'élimination de la bureaucratie et à l'amélioration des procédures douanières aux frontières, il est facile d'oublier que l'un des premiers obstacles à un accès réussi aux marchés d'exportation se présente dès la porte de l'usine, quand les produits commencent leur long voyage vers les marchés régionaux et mondiaux. L'ONUDI propose une aide aux États Membres pour surmonter ces difficultés et saisir les occasions. Pour cela, elle s'attache surtout à créer des capacités d'essai, d'inspection et d'homologation, et elle applique des procédures harmonisées d'évaluation de la conformité qui sont compatibles avec l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et répondent aux exigences élevées des marchés et des consommateurs extérieurs.

11. Un exemple en est le programme d'assurance de la qualité pour l'Afrique de l'Ouest, d'une valeur de 12 millions d'euros, financé par l'Union européenne (UE). Ce programme a aidé la région à mettre en place une infrastructure d'assurance de la qualité efficace et coordonnée pour les 15 États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Mauritanie. Un projet similaire financé par l'UE pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) a appuyé l'intégration commerciale et économique du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, du Tchad, et de Sao Tomé-et-Principe, en renforçant l'infrastructure régionale et nationale d'assurance de la qualité.

12. Dans le cadre de l'Initiative pour le développement accéléré de l'agribusiness et des agro-industries (ID3A), les chaînes de valeur agricoles sont prises en compte grâce à divers services spécialisés. Ainsi, l'ONUDI collabore avec les communautés économiques régionales des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour améliorer les systèmes locaux d'assurance de la qualité. Grâce à ces initiatives, les agriculteurs et les producteurs de l'agroalimentaire pourront livrer des produits de qualité et sûrs sur les marchés régionaux et internationaux.

13. Outre les initiatives régionales, l'ONUDI renforce et développe également l'infrastructure d'assurance de la qualité pour les chaînes de valeur dans des pays comme le Burundi, la Colombie, le Ghana, l'Indonésie, le Myanmar et Sri Lanka. Ainsi, l'ONUDI appuie les efforts de la Colombie pour s'intégrer au système commercial régional et multilatéral en renforçant la capacité technique du secteur

des cosmétiques et en améliorant la conformité des chaînes de production aux normes internationales de qualité et de durabilité.

14. Au Myanmar, en collaboration avec le Ministère de la science et de la technologie et l'Association des fabricants et exportateurs d'aliments du Myanmar, et avec un financement de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, l'ONUDI a renforcé et modernisé l'infrastructure nationale d'assurance de la qualité pour faciliter l'accès des produits alimentaires du Myanmar aux marchés d'Asie du Sud-Est et au-delà. Quatre grands laboratoires d'essais d'aliments sont en cours de modernisation et un programme pilote aide 15 petites et moyennes entreprises à mettre en place des systèmes de gestion de l'hygiène alimentaire pour leur permettre de s'intégrer aux chaînes mondiales d'approvisionnement, notamment sur le marché de détail en UE et aux États-Unis d'Amérique.

15. Depuis 2013, l'ONUDI exécute aussi un projet au Maroc avec un financement du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) suisse. Le "Projet d'accès aux marchés des produits agroalimentaires et de terroir" vise à améliorer la performance, l'accès aux marchés et les conditions socioéconomiques des chaînes de valeur de l'huile d'argan et de la figue de Barbarie au Maroc. L'ONUDI contribue à renforcer l'organisation et la gouvernance des chaînes de valeur sélectionnées, à améliorer la productivité, l'assurance de la qualité et le développement de produits par les petits producteurs ruraux, et à conforter leur position aussi bien sur les marchés nationaux que sur les marchés d'exportation. L'ONUDI aide aussi à faire en sorte que les produits répondent aux exigences des indications géographiques récemment introduites afin de les positionner sur des marchés de niche et de permettre aux producteurs d'obtenir des prix plus élevés et de meilleurs revenus. Le projet comprend l'organisation du premier concours national de produits du terroir et un élément de coopération Sud-Sud. Une attention particulière est accordée aux jeunes entrepreneurs, aux femmes et aux producteurs de régions défavorisées. Un projet similaire, financé lui aussi par le SECO, est exécuté en Tunisie, où ont été choisies les chaînes de valeur de la harissa, de la figue de Djebba et de la figue de Barbarie.

16. Forte du succès du modèle PPP, l'ONUDI exécute au Bangladesh un projet appuyant la production durable de lait par les petits agriculteurs. Outre le Ministère de l'élevage et de la pêche pour le secteur public, elle a institué un partenariat avec la société PRAN, fabricant de produits alimentaires basé au Bangladesh, et la société Tetra Pak, partenaire du Pacte mondial, pour permettre aux petits agriculteurs de conserver leur activité et d'augmenter leurs revenus et aussi de produire du lait de meilleure qualité, gage de compétitivité. À mi-parcours du projet, le revenu moyen des agriculteurs participants a augmenté de 33 % et le volume de lait de haute qualité produit localement a augmenté de 30 %. L'Agence suédoise de coopération internationale au développement finance environ 3,1 millions de dollars du budget total du projet, qui s'élève à 10,1 millions de dollars. Le reste du budget est pris en charge par les participants du secteur privé.

Programmes de sauvegarde de l'environnement

17. Pour relever les défis des changements climatiques, l'ONUDI, en coopération avec le Fonds pour l'environnement mondial, mène des programmes d'adaptation. Ceux-ci aident les communautés vulnérables à mieux s'adapter et à accroître leur résilience aux effets des changements climatiques.

18. Le projet de l'ONUDI en Ouganda qui s'intitule "Augmenter la résilience en ajoutant de la valeur à la banane" en est un exemple. Conformément au plan national d'adaptation de l'Ouganda, et sur la base de ses stratégies clefs en la matière, il est prévu que les bénéficiaires pourront mettre en œuvre des stratégies d'adaptation innovantes, comme la construction de réservoirs pour recueillir de l'eau et l'adoption de stratégies de conservation des sols pour augmenter la résilience face aux glissements de terrain de plus en plus fréquents et à la dégradation des sols aggravée par les changements climatiques.

19. Des projets similaires dans différents secteurs sont en cours d'élaboration pour la Gambie, le Kenya, le Myanmar, le Pakistan et les Philippines.

III. Mesure à prendre par la Conférence

20. La Conférence souhaitera peut-être prendre note des informations contenues dans le présent document.
